



# Énergie durable pour l'Afrique (SE4A 2021)

Conférence internationale co-organisée par l'ARSON et l'ANSALB

8 –11 novembre 2021, Cotonou, Bénin

<http://www.se4a.africa/>

Note conceptuelle (version juin 2020)

## (1) Historique (conférence précédente SE4A / 3 jours en octobre 2017, Bruxelles)

La première édition de la conférence internationale " Sustainable Energy for Africa " (SE4A en bref), organisée par l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer de Belgique (ARSON-KAOW), a eu lieu à Bruxelles (23-25 octobre 2017, Palais des académies).

Les messages suivants ont été livrés en guise de conclusion :

- **Science** : l'énergie est une chaîne de valeur visant à fournir des services à la société, aux ménages et à l'industrie, sur base, pour chaque région du monde, d'une combinaison optimale de sources d'énergies primaires sûres (approvisionnement 24/7/365), abordables et durables.
- **Politique** : l'énergie, avec l'économie circulaire, est un moteur essentiel du développement - la recherche et l'innovation ainsi que l'enseignement et la formation permanente pour tous sont cruciales ; la collaboration internationale dans le domaine énergie - climat doit être encouragée.
- **Edition de suivi en Afrique en 2021** : le monde universitaire, l'industrie, les décideurs et la société civile devraient à nouveau se réunir, en Afrique cette fois, pour rendre compte des derniers développements et discuter d'actions communes dans le secteur énergie – climat.

Le programme final de la conférence précédente (SE4A, 23-25 octobre 2017) et les enregistrements audio/vidéo de toutes les présentations sont disponibles sur le site web suivant :

- [https://www.kaowarsom.be/documents/Conferences/Energy/RAOS\\_programme\\_sustainability\\_energy4Africa.pdf](https://www.kaowarsom.be/documents/Conferences/Energy/RAOS_programme_sustainability_energy4Africa.pdf)
- [https://www.kaowarsom.be/en/SustainableEnergy4Africa\\_presentations%26vidéos](https://www.kaowarsom.be/en/SustainableEnergy4Africa_presentations%26vidéos)

## **(2) Edition actuelle : SE4A 2021 / 4 jours, lundi 8 au jeudi 11 novembre 2021, Cotonou**

La deuxième édition de la conférence internationale " Énergie durable pour l'Afrique " (SE4A 2021 en bref) aura lieu à Cotonou, au Bénin, du lundi 8 au jeudi 11 novembre 2021 et est organisée conjointement par

- l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer de Belgique (ARSOM) - <https://www.kaowarsom.be/en/home>
- l'Académie Nationale des Sciences, des Arts et des Lettres du Bénin (ANSALB) - <https://academie-sciences.bj/>

Les cinq sujets suivants seront traités au cours des trois premières journées (lundi à mercredi) de la conférence SE4A 2021, s'adressant à un public international concerné par les questions de développement socio-économique et d'accès à l'énergie :

- **L'énergie est cruciale pour atteindre les Objectifs de Développement Durable en Afrique**  
*(1) L'accès à l'énergie et le développement économique et social sont les principaux moteurs ("Agenda 2030", ONU 2015 et "AGENDA 2063 - L'Afrique que nous voulons", UA 2015)*  
*(2) Des systèmes énergétiques sûrs, durables, compétitifs et abordables pour tous (tout en minimisant les matières premières et l'énergie utilisées dans tous les processus de transformation)*
- **Chaîne de valeur énergétique (y compris les technologies de conversion et d'utilisation finale)**  
*(3) Technologies de l'énergie et du stockage, visant à fournir des services énergétiques pour tous (tout en optimisant l'efficacité, des ménages à l'industrie, du kWh au TWh)*  
*(4) Développement et économie des systèmes électriques (par exemple, fiabilité du réseau électrique) et du secteur chauffage / réfrigération*
- **Recherche, innovation et éducation dans les secteurs à forte intensité énergétique**  
*(5) Explorer le rôle des ressources scientifiques et renforcer les capacités pour répondre aux besoins des pays émergents dans les secteurs des transports, du logement, de l'industrie et des services - comment les ressources naturelles et énergétiques de l'Afrique peuvent-elles profiter à tous les citoyens ?*

Cette deuxième conférence internationale SE4A 2021 réunira pendant quatre jours un grand nombre d'experts scientifiques, technologiques et politiques d'Afrique et d'Europe, appartenant aux secteurs public et privé, qui s'intéressent aux questions énergie-climat en Afrique.

Le résultat attendu de cette conférence est de :

- donner l'occasion à la jeunesse africaine de participer aux débats scientifiques et de s'engager dans des actions concernant les améliorations dans le secteur énergie-climat
- concevoir conjointement une réponse adaptée aux défis énergie-climat spécifiques à l'Afrique, en s'appuyant notamment sur la recherche, l'innovation et l'enseignement
- mettre l'accent sur la coopération internationale (Sud-Sud, Ouest-Est et Nord-Sud) dans ce domaine, en particulier, en étudiant différents mécanismes de financement.

Les conférenciers sont invités à choisir une thématique en ligne avec cette « note conceptuelle ». Ils présenteront en séance plénière leur sujet pendant une vingtaine de minutes, de préférence en anglais. Un temps suffisant sera alloué pour les questions et réponses avec l'auditoire. A la fin de chaque session, les auteurs sélectionnés pour les affiches (« posters ») auront la possibilité de présenter leur travail en séance plénière pendant trois minutes en anglais ou en français. Tous les documents de la conférence (articles invités et affiches) seront soumis à un examen par les pairs avant d'être présentés à la conférence de Cotonou et publiés ensuite dans les actes (qui seront distribués à tous les participants et aux parties intéressées).

### **(3) Journée 4 de SE4A 2021 (programme de formation et instruments de financement)**

Le quatrième jour (jeudi) sera consacré à six séminaires (en parallèle) de niveau enseignement supérieur. Ces séminaires seront organisés par les acteurs intéressés dans le but de transférer des connaissances et des compétences dans des domaines tels que :

1. Énergie, climat et développement durable en Afrique : Développement des capacités institutionnelles locales (Programme des Nations Unies pour l'Environnement /UNEP/)
2. Énergie solaire - Exploiter les ressources en énergie solaire pour favoriser l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne
3. Production d'énergie modulaire (par exemple, des turbines à gaz mobiles en réponse à des demandes soudaines) et/ou des centrales de cogénération (chaleur – électricité)
4. Conception et développement de petites centrales hydroélectriques, en tirant parti de l'énorme potentiel encore inexploité des rivières et des petits barrages
5. Ressources scientifiques et renforcement des capacités comme réponse aux besoins des pays émergents dans les secteurs du transport, logement, industrie et services
6. Mécanismes de financement innovants en Afrique pour le secteur de l'accès à l'énergie, y compris l'économie circulaire (recyclage des matériaux et récupération d'énergie).

*Enfin, un certain nombre de visites culturelles et/ou techniques au Bénin sont programmées au cours de la semaine pour les participants à la conférence et les personnes accompagnantes.*

### **(4) APPEL À COMMUNICATIONS SE4A 2021**

Les participants sont invités à soumettre des résumés pour une présentation orale ou un poster en rapport avec l'un des thèmes susmentionnés - voir l'annonce de la conférence sur le site web de l'ARSOM- KAOW :

[https://www.kaowarsom.be/documents/Conferences/SE4A2021/CALLFORPAPERS\\_FR.pdf](https://www.kaowarsom.be/documents/Conferences/SE4A2021/CALLFORPAPERS_FR.pdf)

Plus de détails sur le programme sont disponibles dans l'annexe 1 et sur le comité d'organisation dans l'annexe 2.

# Annexe 1 - élaboration des cinq thèmes mentionnés ci-dessus (objectifs de SE4A 2021)

## a) L'énergie est cruciale pour atteindre les Objectifs de Développement Durable en Afrique

*(1) L'accès à l'énergie et le développement économique et social sont les principaux moteurs ("Agenda 2030", ONU 2015 et "AGENDA 2063 - L'Afrique que nous voulons", UA 2015)*

L'énergie est cruciale (*en fait, elle est nécessaire mais pas suffisante*) pour atteindre les objectifs de développement durable /ODD / adoptés par les Nations Unies en 2015 (" Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le développement durable "). L'énergie est une condition préalable pour atteindre un grand nombre des 17 ODD. L'accent est mis ici sur l'énergie propre : ODD 7 ("Assurer à tous l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne").

En outre, l'énergie a un effet multiplicateur sur deux ODD présentant un intérêt particulier pour l'Afrique :

- Villes durables - ODD 11 (" Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables ") - Au fur et à mesure de la croissance des villes africaines, le défi sera de garantir l'accès de tous à un logement et à des services de base adéquats, sûrs et abordables. Les transports, en particulier, sont une composante essentielle du développement durable.

- Action Climat - ODD 13 ("Agir d'urgence pour lutter contre le changement climatique et ses impacts") - La production alimentaire menace d'être la principale victime du changement climatique (FAO) - Comment relever simultanément les défis du changement climatique et du développement sur le continent africain ?

(voir « Africa 2019 SDG Index and Dashboards Report » regarding 54 countries' performance by SDGs – <https://sdgindex.org/reports/2019-africa-sdg-index-and-dashboards-report/> )

*" L'Afrique dispose d'un potentiel illimité de ressources en énergie solaire, éolienne, hydroélectrique et géothermique. Nous devons libérer le potentiel énergétique de l'Afrique - tant conventionnel que renouvelable. Libérer l'énorme potentiel énergétique de l'Afrique, pour l'Afrique, sera une priorité majeure de la Banque Africaine de Développement (BAfD) "*

"Éclairer et alimenter l'Afrique " est en effet l'un des thèmes centraux de nombreuses organisations de financement en Afrique qui partagent l'objectif ambitieux de l'accès universel à l'énergie d'ici 2025.

*(2) Des systèmes énergétiques sûrs, durables, compétitifs et abordables pour tous (tout en minimisant les matières premières et l'énergie dans tous les processus de transformation)*

Dans la plupart des pays du monde, la consommation nationale d'énergie est répartie en quatre grands secteurs :

- résidentiel (chauffage, éclairage et appareils électroménagers)
- commercial (éclairage, chauffage et refroidissement des bâtiments commerciaux, et fourniture de services d'eau et d'égouts)
- les utilisateurs industriels (agriculture, exploitation minière, fabrication et construction)
- le transport (passagers, marchandises et pipelines).

La majeure partie de l'énergie utilisée dans les quatre secteurs mentionnés ci-dessus dans le monde (et, en particulier, en Afrique) provient des énergies fossiles. Une petite fraction des sources des énergies primaires - environ 20 % - est consommée sous forme d'électricité, mais cette fraction pourrait connaître une croissance spectaculaire dans les décennies à venir en raison de l'électrification massive de la société (source : Agence Internationale de l'Energie).

Rappelons que la demande d'électricité par habitant en Afrique est d'environ 620 kWh (encore dix fois inférieure à la moyenne européenne). Paradoxalement, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne sont dotés de ressources énergétiques inexploitées. Des nouvelles stratégies d'électrification et des nouveaux systèmes électriques sont à l'étude dans de nombreux pays africains, en particulier ceux qui sont confrontés à une forte migration rurale-urbaine et à des taux naturels de croissance démographique.

A propos de la chaîne d'approvisionnement en électricité, il conviendra d'accorder une attention particulière à la discussion des avantages et des inconvénients en ce qui concerne :

- la production centralisée, généralement basée sur des systèmes monopolistiques conçus pour les centrales électriques traditionnelles (centrales à combustibles fossiles, hydroélectriques ou à fission nucléaire)
- la production décentralisée, généralement basée sur des micro- ou mini-réseaux principalement conçus pour les ressources énergétiques renouvelables - un mélange des deux types de production pourrait être la meilleure solution.

en gardant toutefois à l'esprit que les mini-réseaux peuvent aujourd'hui être raccordés à un réseau principal, en utilisant des technologies appropriées (par ex., des compteurs intelligents).

## **b) Chaîne de valeur énergétique (y compris les technologies de conversion et et d'utilisation finale)**

*(3) Technologies de l'énergie et du stockage, visant à fournir des services énergétiques pour tous (tout en optimisant l'efficacité, des ménages à l'industrie, du kWh au TWh)*

Lorsqu'on étudie le mix énergétique idéal, le défi politique et industriel est multiple : la sécurité d'approvisionnement (24/7/365 pour l'électricité) de vecteurs énergétiques qui soient physiquement et économiquement accessibles à tous, et dont l'impact environnemental est limité (dans le respect des objectifs visant une société bas-carbone).

Pour répondre à ces exigences, les pays développent généralement des stratégies de "planification énergétique intégrée", prenant en compte tous les éléments clés de la chaîne de valeur énergétique, à savoir :

- 1 – les trois sources d'énergies primaires (énergies renouvelables, combustibles fossiles, fission nucléaire – ce sont les trois formes d'énergie disponibles dans la nature)
- 2 – les technologies de conversion (pour rendre l'énergie utilisable et transportable facilement)
- 3 – les vecteurs énergétiques secondaires (tels que : électricité, produits raffinés du pétrole, chaleur, ... et hydrogène dans un lointain futur)
- 4 – les technologies et infrastructures d'utilisation finale (en particulier les réseaux de transport et de distribution électriques)
- 5 – les services énergétiques (cuisine, confort domestique, éclairage, transports, mobilité, communication, etc.).

En outre, il est évident que l'énergie, la paix et la stabilité vont de pair : par exemple, lors de l'évaluation et de la mise en œuvre de la sécurité d'approvisionnement énergétique, il convient de veiller tout particulièrement à la qualité de la réglementation et à la stabilité politique (absence de violence).

Dans ce contexte, il convient de rappeler le document clé de l'UA "*Agenda 2063 - un cadre stratégique commun pour une croissance inclusive et un développement durable*". Ce document a été élaboré dans le cadre d'une vaste consultation d'experts et a été adopté en 2015 à Addis-Abeba, en Éthiopie, par la 24e Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, après 18 mois de consultations approfondies avec tous les acteurs de la société africaine. Des consultations ont eu lieu avec les groupes d'intervenants suivants : secteur privé ; membres des académies et think-tanks ; société civile ; experts en planification ; ministères sectoriels ; etc.

Dans le premier plan décennal de mise en œuvre 2014-2023 de l' « Agenda 2063 », il y a des engagements politiques et industriels ambitieux en rapport avec l'énergie, visant à "*améliorer le niveau de vie*" et à "*contribuer à la croissance industrielle / manufacturière et au confort des citoyens africains*". Il est également proposé que les villes recyclent au moins 50 % des déchets qu'elles produisent.

Trois objectifs de l' « Agenda 2063 » (se référant à 2013) présentent un intérêt particulier dans le domaine énergie-climat :

- accroître la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie ;
- réduire la part des combustibles fossiles dans la production totale d'énergie ;
- l'approvisionnement et la connectivité en électricité seront en hausse de 50%.

( <https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/agenda2063-first10yearimplementation.pdf> )

#### **(4) Développement et économie des systèmes électriques (fiabilité du réseau électrique et du secteur chauffage / réfrigération)**

Paradoxalement, de nombreux pays sont riches en ressources naturelles, mais leur population reste pauvre. L'analyse indique que l'Afrique est en effet riche en ressources énergétiques mais pauvre en accès à l'énergie :

- 66 % de la population de l'Afrique subsaharienne n'a pas accès à l'électricité, avec une forte disparité entre les zones urbaines et rurales.

- 66 % des investissements énergétiques en Afrique subsaharienne sont destinés à l'exportation plutôt qu'à une utilisation interne.

La dynamique de la population en Afrique aura des conséquences sur de nombreux secteurs du développement. La population africaine migrera et s'urbanisera fortement, alimentant les mégapoles actuelles et leurs bidonvilles. L'un des principaux défis est l'approvisionnement durable en énergie, en eau et en produits alimentaires ("nexus") des grandes villes, qui sont les principaux centres de consommation et de croissance. Parmi les agglomérations les plus peuplées d'Afrique, citons Lagos au Nigeria (> 22 millions d'habitants), Le Caire en Égypte (> 20 millions d'habitants), Kinshasa en République démocratique du Congo (> 17 millions d'habitants) et Gauteng (= province) en Afrique du Sud (> 12 millions d'habitants).

### **c) Recherche, innovation et éducation dans les secteurs à forte intensité énergétique**

#### **(5) Explorer le rôle des ressources scientifiques et du renforcement des capacités pour répondre aux besoins dans différents secteurs (transports, logement, industrie, services) - comment les ressources naturelles de l'Afrique peuvent-elles profiter à tous les citoyens ?**

La formation du capital humain constitue un autre défi majeur. La recherche, l'innovation et l'enseignement ont un rôle à jouer dans le développement et il est important de comprendre leur impact global sur de multiples composantes de la société. Les programmes d'enseignement et de formation permanente sont particulièrement nécessaires pour soutenir les politiques de développement énergétique, visant à apporter des solutions robustes aux nombreux défis auxquels sont confrontées les économies des pays émergents. Par exemple, les pays d'Afrique subsaharienne devront créer au cours du prochain quart de siècle environ 18 millions de nouveaux emplois chaque année, équivalent de la population actuelle du Burkina Faso.

L' "Agenda 2063" contient également un certain nombre de propositions dans le domaine de l'enseignement supérieur dont une université virtuelle africaine en ligne dotée de ressources d'apprentissage ouvert, à distance et en ligne, et une agence africaine d'accréditation de l'enseignement dotée d'un système commun de qualifications universitaires (similaire au programme d'échange d'étudiants et d'enseignants Erasmus en Europe).

Une attention particulière devrait également être accordée à la supervision et à la coordination des institutions de recherche et de formation, à la définition de leurs priorités et de leurs besoins en matière de développement, au suivi et à la finalisation de leurs programmes de recherche et à la valorisation de leurs conclusions et résultats.

Enfin, dans la mesure où les pays ne peuvent résoudre seuls tous les problèmes (en particulier dans les domaines de l'énergie, de l'eau et de l'alimentation), la coopération scientifique internationale (Sud-Sud, Ouest-Est et Nord-Sud) s'impose. Des efforts concertés sont nécessaires pour favoriser les échanges mondiaux de connaissances et de compétences, ce qui contribuera à améliorer les relations extérieures et à développer une diplomatie par la science.

« Pour réussir, nous devons travailler ensemble ».

“ *Si tu veux aller vite, vas-y seul. Si vous voulez aller loin, allez ensemble.* ”

# Annexe 2 –Comité Organisateur SE4A 2021

## (1) Experts proposés par ANSALB - BENIN – Union Africaine

- **Mahouton Norbert HOUNKONNOU** (Prof.), Mathematical sciences, President of National Academy (ANSALB), President of Network of African Science Academies (NASAC)
- **Hippolyte AGBOTON** (Prof. Med. Dr.), Secrétaire Perpétuel de ANSALB
- **Maxime Da CRUZ**, Recteur de l' Université de Abomey-Calavi /UAC/, Linguiste, faculté des Lettres, Arts et Communications
- **Jean-Claude HOUSSOU**, Ministre de l'Énergie du Bénin et Président du bureau exécutif du réseau des Ministres de l'Énergie Ouest Africain (CEDEAO) (à confirmer)
- **Éléonore YAYI LADEKAN**, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (à confirmer)
- **Brice SINSIN** (Prof. Dr Ir.), Agronomic Sciences, member of two Academies (ANSALB and RAOS), former Rector of Abomey-Calavi University (2011 – 2017)
- **Raofou N. BADAROU**, Directeur Général Energie du Ministère des mines et de l'Énergie
- **Arnaud Yémalin ZANNOU**, Présidence de la République, Unité Chargée de la Politique de Développement des Energies Renouvelables (UC/PDER)
- **Siengui Apollinaire KI**, Secrétaire Général WAPP (West African Power Pool), Cotonou
- **Joël AKOWANOU**, Directeur opérations de MCA (Millenium Challenge Account) Bénin
- **Gabriel DEGBEGNI**, Coordonnateur MCA Bénin
- **Faustin DAHITO**, Président de AISER-Bénin (Association Interprofessionnelle des Spécialistes des Energies Renouvelables) et Directeur du Groupe ENERDAS, Cotonou
- **Monique OUASSA KOUARO**, sociologue–anthropologue Université d'Abomey-Calavi, Directrice Laboratoire d'Anthropologie Appliquée et d'Education au Développement Durable
- **Jackie Olang KADO**, Executive Director of the Network of African Science Academies (NASAC), Nairobi, Kenya
- **Rajaâ CHERKAOUI EL MOURSLI**, Secrétaire Perpétuel de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques, Rabat, Maroc
- **Issa SOME**, vice-recteur chargé de la R&D à l'université de Ouagadougou au Burkina Faso
- **Catherine JEANDEL**, présidente du conseil académique de l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, Directrice de recherches CNRS (géophysique) à Toulouse
- **Roland Gbaguidi** (ANSALB)
- **Badr IKKEN**, Directeur général de l'Institut de Recherche en Energie Solaire et Énergies Nouvelles (IRESEN), Rabat, Maroc \*
- **Prem JAIN**, UNESCO Chair in Renewable Energy and Environment, Department of Physics, University of Zambia (Lusaka) \*
- **Kossi NAPO**, UNESCO chair in Renewable Energies, Université de Lomé (Togo) \*

## (2) Experts proposés par ARSOM / KAOW - BELGIUM – Union Européenne

- **Georges VAN GOETHEM** (Dr Ir), Royal Academy of Overseas Sciences of Belgium (RAOS), main organiser of previous SE4A 2017 event (Brussels, 23-25 Oct. 2017) \*
- **Bernard MAIRY** (Ir), Executive Director, Europ. Society of Engineers and Industrialists \*
- **Marc LOBELLE** (Prof. Dr Ir Emeritus), Ecole Polytechnique de Louvain (Belgium), expert in e-Infrastructure and e-Services (with long-standing experience in Benin) \*



- **Philippe GOYENS** (Prof. Med. Dr.), Permanent Secretary of RAOS (ARSOM – KAOW)
- **Patrick VAN DAMME** (Prof. Dr Ir), UGent, Centre for Sustainable Development (RAOS)
- **Jean-Pierre Tshibangu** (Prof. Dr Ir), génie minier, Univ. Mons, Belgium (RAOS)
- **Eric PIRARD** (Prof. Dr Ir), Mineral Processing & Recycling, Univ. Liège, Belgium (RAOS)
- **Hervé JEANMART** (Prof. Dr Ir), Energetics, Biomass, alternative fuels, EPL-UCLouvain
- **Patrick HENDRICK** (Prof. Dr Ir), Aero-Thermo-Mechanics, Ecole Polytechnique ULB
- **Emanuela COLOMBO** (Prof. Dr Ir), Dep't of Energy, Politecnico di Milano (Italy), Rector's Delegate to Cooperation, UNESCO Chair in Energy for Sustainable Development
- **Emmanuel K. ACKOM**, PhD, UNEP DTU (Copenhagen), Senior Energy & Climate Expert
- **Pépin TCHOUATE HETEU** (Dr Ir), DEECC Consulting, expert in energy access & security
- **Benoît LEGRAND**, Coordinator Climate Unit, Enabel, Belgian Development Agency
- **Fadila BOUGHANEMI**, Commission Européenne, DG Recherche et Innovation, International Cooperation II (Asia, Africa, Middle East & External Relations) (RTD.H.2).

**Addresses of the two organising Academies : RAOS (Belgium) and ANSALB (Benin)**

- **Royal Academy of Overseas Sciences of Belgium (RAOS in English)**  
 / Académie royale des sciences d'outre-mer (ARSOM in French)  
 / Koninklijke academie voor overzeese wetenschappen (KAOW in Dutch)  
 Avenue circulaire, 3 // 1180 Brussels, Belgium  
 Tel.. 32 (0)2 790.39.02 // Fax. : + 32 (0)2 374.98.22  
 Website: <http://www.kaowarsom.be/en/home> - E-mail: [contact\\_raos@kaowarsom.be](mailto:contact_raos@kaowarsom.be) /

***ARSOM-KAOW (Belgique) - Buts et objectifs***

*En tant qu'outil dédié aux pays d'outre-mer, l'Académie contribue au progrès des connaissances scientifiques sur les régions d'outre-mer. Elle agit comme un lieu de rencontre pour la communication entre le Nord et le Sud et représente une référence indépendante. Elle promeut également la recherche et la diffusion des connaissances concernant les pays d'outre-mer. L'Académie organise ou parraine des séminaires ou des colloques d'intérêt international. ( <https://www.kaowarsom.be/fr/conferences> )*

- **National Academy of Sciences of Benin (ANSALB)**  
 5th district - Residential Zone - Street 239 - Lot 551  
 01 BP 9160 COTONOU, Zongo district  
 Phone (+229) 21 31 01 94 // Fax:(+229) 21 31 31 38  
 Website: <https://academie-sciences.bj/> - E-mail: [ansalb@academie-sciences.bj](mailto:ansalb@academie-sciences.bj)

***ANSALB (Bénin) - Buts et objectifs***

*L'ANSALB est dans une position unique pour mettre les connaissances scientifiques au service des politiques et des orientations stratégiques du pays. Elle se consacre également au développement et à l'avancement de la science, de la technologie et de l'innovation (STI), des arts et des lettres en République du Bénin. Les buts et objectifs de l'Académie sont de promouvoir la croissance, l'acquisition et la diffusion des connaissances scientifiques, et de faciliter leur utilisation dans la résolution des problèmes d'intérêt national. ( <https://academie-sciences.bj/srce/about/> )*